

Les Jeunesses littéraires du Québec – 1969-1973

Fondées en 1961, les Jeunesses littéraires sont constituées en corporation le 1^{er} avril 1969 par le ministre de la Consommation et des Corporations du Canada. Sous la dénomination sociale « Jeunesses littéraires du Québec » qui [remplace les] « Jeunesses littéraires du Canada français », cette demande d'obtention de lettres patentes exprime le désir du mouvement de s'affirmer davantage.

Le changement de dénomination reflète le nouveau traitement donné à la littérature d'ici par une génération d'écrivains et de professeurs, attentifs à la production littéraire québécoise. La différence première entre les JLC et les JLQ réside dans le fait que tous, étudiants ou non, âgés de plus de 15 à 25 ans, pouvaient être membres des JLQ. Il s'agissait d'encourager les activités d'animation partout où cela était possible. Au début, ce ne fut qu'un vœu pieux, l'existence du mouvement littéraire se restreignant encore à l'école. Le manque d'animateurs compétents ou de promoteurs hors le système d'éducation causa ce retard. Si les JLC avaient connu tant de succès, c'est qu'elles émanaient du monde religieux. La plupart des communautés membres, chargées de l'enseignement, soutenaient le mouvement. Avec les changements qui ont bouleversé le système d'éducation, l'abandon des Écoles normales¹, du cours classique, la laïcisation du professorat, l'avènement des Cégeps, des polyvalentes, une restructuration complète devenait inévitable. Il fallait donner un nouvel élan aux Jeunesses littéraires.

Difficultés de la permanence

Cette période, de 1969 à 1977, fut l'une des plus difficiles pour le mouvement. Sœur Rose avait quitté le mouvement en 1966 pour enseigner en Haïti. Le changement n'allait pas nécessairement de soi avec le changement de nom de l'organisme. Fallait-il rester fidèle au mode de procédure antérieur, faire du mouvement une école qui rassemble des personnes qui ne font pas de la littérature par loisir mais par nécessité, ou bien créer un mouvement orienté vers la masse, vers le loisir socio-culturel, essayant de rejoindre le plus grand nombre possible, jeunes et moins jeunes, pour les sensibiliser au phénomène de la littérature, de la langue et du mot ?

C'est cette deuxième proposition qui retint l'attention. Par la suite, de nombreuses crises d'orientation secouèrent les JLQ, qui connurent même des creux de vague assez importants : fermeture du secrétariat à Montréal, établissement d'un secrétariat temporaire chez la présidente, Mme Gervaise Lucier, à Saint-Jean sur Richelieu, ville où s'est retrouvé le berceau des JLQ de 1970 à 1973, engagement d'animateurs, nombreuses démissions, problèmes de recrutement, de coupures budgétaires, subventions du ministère des Affaires culturelles réduites à un niveau très bas. Malgré l'impasse, quelques-uns ayant une foi plus grande dans le loisir littéraire ou étant peut-être plus informés allaient permettre à chaque fois une remontée du mouvement.

En quittant la communauté des Filles de la Sagesse, rue Wilderton à Montréal, en 1969, pour s'installer au 3405 rue Saint-Denis à Montréal, le siège social des JLQ a dû affronter des problèmes d'organisation matérielle et de personnel. Il fallait trouver les moyens d'engager des permanents pour s'occuper du secrétariat, établir des contacts, poursuivre la promotion, bref, réaliser les grands objectifs du mouvement. « Si le mouvement des JLQ paraît instable, c'est sans doute qu'aucune structure

² Les Écoles normales étaient responsables de la formation des enseignants avant que cette formation soit confiée aux universités. (NDE)

fonctionnelle n'a encore pu être mise en place par les administrateurs précédents », dira Colette Bérit, directrice générale de janvier 1977 à mai 1980. Alors qu'elle doit répondre de la mauvaise posture du mouvement à la demande du ministère des Affaires culturelles (30 juin 1976), elle analyse la situation des JLQ. Bientôt le MAC, apprenant la situation précaire des JLQ, décidera de suspendre la subvention et exigera la formation d'un comité de gestion pour s'occuper des affaires financières et veiller au bon fonctionnement du mouvement. Ce comité fut formé le 7 octobre 1976 et fut dissous à la fin du mois de mars 1977.

Le rapport des tuteurs, envoyé le 11 mars 1977, comprenait la définition de l'organisme, un relevé des buts et objectifs, un plan de développement et les prévisions budgétaires pour la prochaine année.

Le comité ajoute dans sa lettre de présentation que « les membres du C. A. ont commencé à repenser les structures de l'organisme (règlements, charge, membership, etc.) de même qu'à inventorier toutes les modalités d'intervention susceptibles d'accroître une participation active des membres. Une assemblée générale, prévue pour le début de juin 1977, devrait permettre au C.A. d'administrer à l'intérieur de mandats clairs ».

Intégration au Haut-commissariat

Après toutes ces [péripiéties], il en est encore une qu'il ne faut pas omettre; le fameux rapport fut acheminé au du MAC au Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports puisque les JLQ désiraient relever de ce dernier [organisme], lequel allait mieux englober et soutenir leur champ d'intervention.

Le 1^{er} avril suivant, après des négociations, le Haut-commissariat acceptait de recevoir la demande de subvention pour fins d'étude, tout en accordant une avance de 40% du montant de la subvention précédente. Les JLQ allaient reprendre du poil de la bête.

Les activités

Même si les JLQ ont connu beaucoup de difficultés à établir une permanence, [et] que celle-ci était tributaire des subventions gouvernementales, le mouvement réussit malgré tout à élaborer certaines activités et à mettre de l'avant des projets visant son développement.

Après avoir publié en juin 1973 un *Guide d'organisation* d'une vingtaine de pages, [...] ayant pour but de renseigner toute personne intéressée à faire partie des JLQ ou à animer des clubs ou des ateliers littéraires, le mouvement lance « le grand Troc », concours destiné aux jeunes afin de susciter chez eux la création littéraire. Une brochure, publiée en 1974, regroupait les meilleurs textes. « La Grande Batteuse », autre projet publié la même année, s'adressait aux personnes du troisième âge. Après avoir engagé Robert Lalonde, poète-conteur et Louise Lapointe, il ne restait plus à l'équipe qu'à rencontrer des 65 ans et plus de sept zones différentes du Québec et [à] les inviter à raconter des légendes anciennes et à tracer des portraits de gens typiques de chez nous. Un manuscrit a été remis, mais ne fut jamais publié. Une autre des grandes activités mises de l'avant fut le lancement du concours « Le Grand Pavoisement » qui consistait en la création et [...] la diffusion de poèmes-affiches par de jeunes auteurs. Des poèmes furent sélectionnés, sans jamais être imprimés toutefois. Entre 1969 et 1977, de nombreuses soirées de poésie, fins de semaine littéraires et rencontres

d'animateurs furent élaborées. Des stages de perfectionnement furent suivis par certains membres JLQ, organisés en collaboration avec l'OFQJ.

Le journal

Transformé en revue littéraire, le journal prit le nom de *Cahiers des Jeunesses littéraires du Québec*, lesquels ne furent publiés qu'une fois, en janvier 1970 (vol. 7, no 1). Lors du changement de nom en 1968, le comité de rédaction décida de publier le *Feuillet* puis les *Feuillets* des JLQ. Ils seront publiés de 1968 à 1970. En 1968-69, les feuillets étaient tirés à 250 et les cahiers à 500 exemplaires. En 1969-70, les feuillets avaient un tirage de 475 exemplaires et les cahiers de 750. Puis ce fut *Le mot qu'on scribe* (Vol. 1 no 1, janv.-fév. 1974) et *Le mot* (Vol. 1 no 2, mars-avril 1974) qui deviendra *Le Mini-mot*.